

Le gaz russe, redoutable arme géopolitique

Les exportations en ressources énergétiques et le projet Nord Stream sont un moyen pour le Kremlin d'exercer son

ISABELLE LASSERRE @ilasserre

GÉOPOLITIQUE L'Europe s'attendait à devoir passer quatre ans avec un « Sleepy Joe » et se retrouve finalement avec un président américain tranchant, sûr de lui et dominateur, qui mériterait plutôt le surnom de « Sniper Joe ». C'est l'Allemagne, pourtant la plus allergique à Donald Trump, qui paraît la plus déstabilisée par les premières décisions de politique internationale de Joe Biden.

C'est un véritable ultimatum qui a été lancé le mois dernier par le secrétaire d'État, Anthony Blinken, aux « entités » engagées dans le projet Nord Stream 2 qui, si elles ne se désengagent pas « immédiatement » du gazoduc russe, se verraient imposer des sanctions. Le secrétaire d'État américain a redit personnellement au chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, l'opposition américaine à ce projet de doublement des exportations de gaz russe via l'Allemagne, afin que

le sujet ne souffre aucune « ambiguïté ». Il dénonce « un projet géopolitique russe visant à diviser l'Europe et à affaiblir la sécurité énergétique européenne ».

Pour les Américains comme pour les pays d'Europe orientale, le gazoduc est un moyen économique et politique de manipuler les pays européens et de saper les liens transatlantiques. En arrivant à la Maison-Blanche, Joe Biden a trouvé sur son bureau les dossiers de cyber-attaques russes menées pendant les campagnes électorales aux États-Unis et dans certains pays européens. En plus des années Trump de complaisance vis-à-vis de Poutine, il veut tenir la Russie à l'écart.

Pire refroidissement depuis la guerre froide

En 2015, après de longues tergiversations, François Hollande avait dû se résoudre, sous la pression internationale, à annuler la vente de deux navires de guerre Mistral à la Russie, qui avait annexé la Crimée l'année précéden-

Le premier objectif de Poutine, c'est la stabilité du régime. Or c'est le gaz qui est la base économique du régime. Le but du Kremlin est donc de vendre au plus grand nombre et de tout faire pour demeurer le principal fournisseur

TATIANA KASTOUÉVA JEAN (FR)

te. Angela Merkel sera-t-elle contrainte à la même décision avec Nord Stream 2, un projet achevé à 90 % mais dont de nombreuses entreprises européennes se sont retirées par peur des sanctions américaines ? En toile de fond, la tension des relations entre d'une part la Russie, d'autre part les Européens et les Américains, qui subissent sans doute leur pire refroidissement depuis la fin de la guerre froide.

En ce mois d'avril 2021, c'est le gaz qui cristallise les antagonismes. « Le premier objectif de Vladimir Poutine, c'est la stabilité du régime. Or c'est le gaz qui est la base économique du régime. Le but du Kremlin est donc de vendre au plus grand nombre et de tout faire pour demeurer le principal fournisseur. La Russie agit sur les maillons faibles en Europe pour augmenter ses ventes de gaz », explique Tatiana Kastouéva-Jean, spécialiste de la Russie à l'Ifrri.

Pour la Russie, le gaz est aussi une affaire de géopolitique. L'élec-

tion en Ukraine d'un président pro-occidental en 2004, désireux de se rapprocher de l'Otan et de l'UE, pousse Moscou à déclarer une première guerre du gaz avec Kiev. Vis-à-vis de l'Europe, la Russie impose une tarification gazière qui ajoute aux critères économiques des raisons politiques. Moins les pays sont soumis à la Russie, plus salée est la note. Et plus les élites se montrent accommodantes avec le Kremlin, plus légère est l'addition. Dans la première catégorie figurent la Pologne, les Pays baltes, la Roumanie. Dans la seconde, la Serbie, la Bulgarie, la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas, et dans une moindre mesure la France et l'Italie. À partir des années 2000, le continent européen est d'autant plus important pour le Kremlin que les projections en demande de gaz sont à l'époque exponentielles. Les meilleurs clients de la Russie sont associés aux projets de diversification des gazoducs, pipelines et autres voies de transport. Et parmi eux, l'Allemagne, son entreprise

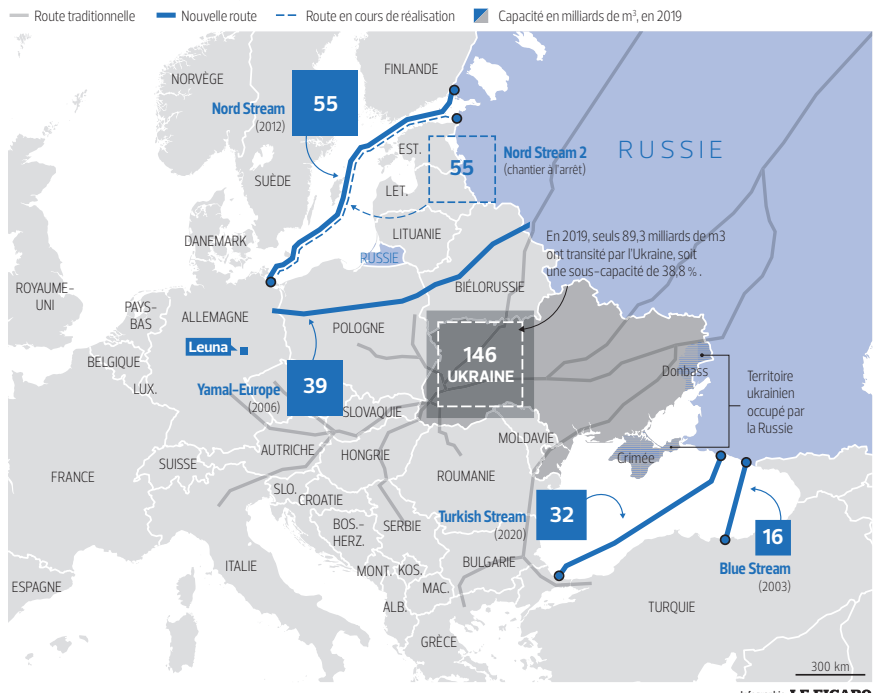
pétrolière Wintershall et son ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, qui jouera un rôle essentiel dans le développement de Nord Stream. « La connexion s'établit entre les anciens cadres de l'ex-RDA de Wintershall, connus de la Stasi et des services russes. Schröder s'appuie lui aussi sur ses anciennes connexions d'Allemagne de l'Est. Tous ces gens ont travaillé ensemble dans les années 1990 à Saint-Petersbourg autour de Vladimir Poutine. Entre gens de confiance, ils passent des deals », explique Marc-Antoine Eyl-Mazzeza, spécialiste de l'énergie à l'Ifrri.

Sécurité énergétique

La politique ne fait pas tout. Le gaz russe a toujours été primordial pour la sécurité énergétique de l'Allemagne, très grosse consommatrice depuis qu'elle a programmé l'abandon du nucléaire. Mais c'est aussi pour des raisons de géopolitiques que l'énergie russe pénètre aussi facilement dans les cercles dirigeants allemands. « À

Toute la stratégie gazière russe vise à se passer du transit ukrainien

GAZODUCS EN PROVENANCE DE RUSSIE, capacité en milliards de m³



Gazprom, un « État dans l'État » au cœur du régime installé par le président

ALAIN BARLUET @abarluet
CORRESPONDANT À MOSCOU

LÉNINE résumait le communisme à une addition, « les soviets plus l'électricité ». Actualisée, la formule - lapidaire et donc forcément caricaturale - serait aujourd'hui : « Le pouvoir en Russie, c'est Poutine plus le gaz ». Le gaz, ou plus exactement Gazprom, groupe tentaculaire employant plus de 400 000 personnes et qui, au-delà de son « cœur de métier » étend ses activités protéiformes de l'industrie au sport, du pétrole à la banque et aux médias. Un véritable « État dans l'État », dont Vladimir Poutine, sitôt nommé premier ministre par Boris Eltsine, en août 1999, a entrepris de faire la clé de voûte de son pouvoir. Ce géant économique - deuxième groupe russe derrière le pétrolier Rosneft - demeure jusqu'à aujourd'hui un socle pour la politique intérieure et extérieure du Kremlin vis-à-vis de la Chine, par exemple. Au début était le gaz. « Compte tenu des températures hivernales, le gaz est vital en Russie pour le chauffage domestique. Il est aussi vital

pour la production d'électricité puisque 50 % de la production d'électricité en dépend. Tout dirigeant russe doit d'abord s'assurer que la fourniture de gaz à la population n'est pas entravée », explique Marc-Antoine Eyl-Mazzeza, directeur du centre Énergie et Climat de l'Institut français des relations internationales (Ifrri). Vladimir Poutine est bien conscient de cet impératif du pouvoir russe. Il s'est familiarisé avec les problématiques énergétiques depuis l'époque où il était officier du KGB en RDA. C'est d'ailleurs dès cette époque qu'il aurait noué des relations avec certains de ceux qui l'accompagnent encore actuellement sur les dossiers énergétiques. Parmi eux, le banquier et ex-agent de la Stasi Matthias Warnig, directeur général de Nord Stream AG, la société de construction et d'exploitation du gazoduc sous-marin Nord Stream entre la Russie et l'Allemagne. À l'automne 1999, Vladimir Poutine aurait même laissé entendre que, plutôt que d'accéder au poste de chef de gouvernement, ou même de président, il aurait souhaité diriger Gazprom. Dès la fin de cette année cruciale dans sa carrière, il mobilise

ses équipes sur le dossier et lance un audit approfondi de l'entreprise. Issue de l'ancien ministère soviétique de l'Énergie, elle est dirigée depuis 1992 par Rem Viakhirev, un dinosaure de l'industrie gazière. Il avait été précédé à ce poste, entre 1989 et 1992, par un père fondateur, l'ex-ministre soviétique du gaz Viktor Tchernomyrdine, qui sera par la suite premier ministre d'Eltsine. À cette époque, Gazprom avait acquis une indépendance sans précédent, même si, officiellement, l'État n'en avait pas perdu le contrôle. L'entreprise disposait de son propre fonds de stabilisation exonéré d'impôts. L'État détenait une participation de 40 % - dont 35 % ont été transférées à Viakhirev en 1994. Son contrat prévoyait également une option de rachat de 30 %.

« Reprendre la main »
Quand il arrive au pouvoir, « Poutine constate que Gazprom est en train d'être cannibalisée par ses dirigeants, leur entourage professionnel et familial », explique Marc-Antoine Eyl-Mazzeza. « Sous le patronage du dirigeant d'alors, cette cannibalisation était très avancée avec une double



À l'automne 1999, Vladimir Poutine aurait même laissé entendre que, plutôt que d'accéder au poste de chef de gouvernement, ou même de président, il aurait souhaité diriger Gazprom

menace. D'abord que Gazprom ne puisse plus réaliser sa fonction principale - maintenir toutes ses infrastructures à flot et investir pour garantir la sécurité des approvisionnements. Deuxième menace : des moindres revenus fiscaux pour l'État russe mais aussi la menace que d'autres s'enrichissent rapidement et prennent du poids politique », ajoute l'expert. Futur premier ministre et chef de l'État, Dmitri Medvedev, nommé en 2002 président du conseil de direction de Gazprom, se souvient de cette époque : « Le gouvernement n'avait aucun contrôle ; le marché boursier était dans un état tarabiche. Nous sommes arrivés à la conclusion que l'État devait reprendre la main ».

Poutine est alors un quasi inconnu. Le discrédit de Boris Eltsine est prêt à rejaillir sur lui. Pour les oligarques qui ont alors barre sur le gouvernement, ce nouveau venu que le chef du Kremlin a sorti de sa chapka ne peut qu'être à leurs bottes. « En trois mois, je ferais être un gorille », s'était vanté l'oligarque Boris Berezovski. Vladimir Poutine, lui, sait que pour casser cette oligarchie insolente « en tant que classe » - c'est son expression - il doit impérativement pouvoir s'app-

puyer sur Gazprom et Rosneft - il songera même à fusionner les deux sociétés. Pour atteindre son but, Poutine prend trois décisions majeures. D'abord changer la direction de Gazprom. Rem Viakhirev est limogé en mai 2001. En guise de remerciements le chef du Kremlin, élu l'année précédente pour son premier mandat, lui explique que Gazprom « sera dirigée par un homme jeune en qui (il) a confiance (...) et qui connaît les méthodes de gestion modernes ». Ce sera Alexei Miller, son ami d'enfance. Il est toujours en poste à ce jour.

Un out de « soft power »
Deuxième décision : remettre de l'ordre dans le système de fourniture de gaz, devenu totalement non transparent, avec une accumulation de dettes, de trocs, les échanges étant en grande partie démonétisés. Poutine veut par ailleurs remettre sous contrôle de Gazprom les flux financiers internes, pour ses commandes (gazoducs, acier, systèmes de contrôle).

En juin 2000, Poutine est en vacances en Crimée lorsque survient le naufrage du sous-marin nucléaire Koursk. Il tarde manifestement à

pour Vladimir Poutine

influence en Europe et de peser sur la relation transatlantique.

Berlin, on considère que la Russie est un pays dangereux, que les structures de son appareil d'État sont menaçantes. Les dirigeants allemands veulent aider à la modernisation de la Russie pour éviter son effondrement, qui serait synonyme de chaos. En gros, mieux vaut Poutine et ses élites corrompues que l'anarchie», poursuit le chercheur de l'Ifrri. Pays du statu quo et du compromis, dans lequel l'héritage est-allemand de proximité avec les Russes compte toujours dans l'appareil décisionnel, l'Allemagne défend le dialogue et le rapprochement avec Moscou depuis sa réunification.

Lancé en 2014, au moment de l'annexion de la Crimée, de la guerre au Donbass et des sanctions occidentales, Nord Stream 2, qui permet de contourner l'Ukraine, est conçu comme « un coup de poker » de la part des Russes, selon l'expression de Marc Antoine Eyl-Mazzeza. « À ce moment-là, quand l'Ukraine est en proie au chaos, Poutine se dit que tout le monde com-

prendra qu'il faut éviter l'Ukraine. » Les entreprises européennes s'engagent dans le projet, avec les Allemands comme tête de file, malgré ses risques géopolitiques.

Diversification du marché

Mais l'arrivée du gaz naturel liquéfié (GNL), qui transforme les États-Unis en pays exportateur, comme la diversification gazière des pays européens, qui d'ailleurs soutiennent la construction de terminaux GNL sur le continent, changent la donne et bouleversent le marché. Pendant toute la gestation du projet, le Kremlin, pourtant, n'a jamais tenté de créer un environnement favorable au déploiement de Nord Stream 2, menant de front la construction du gazoduc et une bataille géopolitique contre les Occidentaux. Personne n'a vu venir les Américains, leur aide à la modernisation du secteur énergétique ukrainien et leurs sanctions qui se sont avérées très efficaces contre Nord Stream.

Aujourd'hui le projet est à l'arrêt. Sa reprise dépend d'une amé-

lioration des relations entre l'Occident et la Russie, que personne ne voit venir à l'horizon. Pour sortir de l'impasse, certains envisagent, à long terme, une conversion de Nord Stream 2, qui au lieu de transporter du gaz pourrait convoier de l'hydrogène.

En attendant, la transformation du marché gazier international a fait perdre de sa valeur géopolitique au gazoduc. Toutes ces raisons convaincront-elles Angela Merkel de renoncer à Nord Stream ? « Rien n'est moins sûr. Il est probable que la chancelière fasse la politique de l'autruche jusqu'aux élections. Pour laisser la patate chaude aux Verts allemands qui iront dans le sens des Américains. Alors Nord Stream 2 mourra de sa belle mort », commente un diplomate. Mais à la différence de l'annulation des Mistral, pour laquelle les Russes avaient été largement dédommages, y compris en jouant sur le taux de change, Nord Stream 2 pourra difficilement trouver de nouvel acquéreur. ■

À Leuna, l'Allemagne prend son énergie à l'Est

DAVID PHILPOT @davidphilpott
ENVOYÉ SPÉCIAL À LEUNA (SAXE-ANHALT)

DU PROCHAIN bond technologique, on ne voit encore que les soubassements : des moignons des canalisations dépassent du sol, et les tas de terre amassés par cinq tractopelles tournoient dans la poussière. Après le charbon, le pétrole et le gaz, le Park de Leuna négocie un nouveau virage industriel, celui de la chimie durable. Dans cette zone qui enregistra à l'époque de la RDA la plus forte concentration mondiale d'acide sulfurique dans le sol, l'usine du finlandais UPM fabriquera dès la fin de l'année prochaine de la matière plastique bio, à partir de bois de hêtre. Avec 550 millions d'euros d'investissement et 220 emplois à la clé pour Leuna, qui s'est imposé face à 13 sites concurrents allemands. « Notre compétitivité sur les prix a compté, mais c'est la sécurité énergétique qui a fait la différence », commente Christof Günther, le directeur d'Infra-Leuna, l'entreprise de 700 employés qui gère ce site industriel, fleuron de la Saxe-Anhalt et de la partie est de l'Allemagne.

Du point de vue de l'alimentation en énergie, Leuna est particulièrement bien servie. La ville est le terminus de l'oléoduc Droujba (100 % du pétrole fourni) et trois dessertes en gaz naturel, de la Bavière jusqu'à la Baltique via Nord Stream 1, apportent la matière première qui sera ensuite transformée par les 130 entreprises du site. 40 % du gaz consommé annuellement sur place provient de Russie, une source d'énergie gage de stabilité pour la production. Depuis 1970, baptême de la coopération énergétique entre l'Allemagne de l'Ouest et l'URSS, « qu'il y ait un putsch, des changements politiques ou des conflits gaziers avec l'Ukraine, les livraisons ont toujours été honorées. Et les Russes ne font jamais grève », ajoute Christof Günther, qui sourit en regardant vers les autres pays d'importation - les Pays-Bas ou la Norvège. Seule ombre au tableau, il coule parfois du brut contaminé dans le « pipeline de l'amitié » provenant de Sibérie...

« Il n'y a pas ces réflexes conditionnés de la guerre froide qui voient l'Est comme hostile »

ROBERT BRIEST, CORRESPONDANT
DU MITTELDEUTSCHE ZEITUNG À LEUNA

Deux centrales à énergie réception et redistribuent les matières premières, via 600 kilomètres de tubes irriguant le parc industriel comme des veines métalliques. Total et sa raffinerie, acquise dans l'Allemagne post-réunification par Elf Aquitaine dans des conditions douteuses, constitue le cœur de ce paysage de cuves et de tuyaux, dominé par une tour de 200 mètres. Une cheminée de brique rouge orne le blason de la ville voisine, qui a donné son nom à cette zone industrielle de 13 km². Le nombre de travailleurs (10 000) surpasse le nombre d'habitants (7 000).

Ce site fut choisi en plein milieu de la Première Guerre mondiale par BASF pour synthétiser de l'ammoniaque, stockée hors de portée de l'aviation française. Lors de la Seconde Guerre mondiale, le lieu, site stratégique pourvoyant du carburant à la machinerie du III^e Reich, fut ciblé jusqu'à la destruction par les Anglo-Américains. En contrebas de la zone industrielle, de l'autre côté des rails de chemin de fer qui transportent les marchandises produites, le mémorial soviétique rend mémoire « aux victimes du fascisme ». Des travailleurs forcés et des prisonniers de tous les pays occupés, dont le nom figure sur des plaques de granit rouge, furent victimes de maladie ou des bombes. « Il y avait aussi des Français parmi eux mais les familles les ont rapatriés », affirme un promeneur, la cin-

quante dynamique, qui se souvient de ses cours de russe et de sa correspondante du « pays frère ».

« On a moins peur de ce qu'on combat », glisse-t-il. Après l'arrivée de l'Armée rouge, le parc Leuna-Werke, dont le nom est écrit en capitales sur le bâtiment néoclassique de l'entrée, fut administré par les Soviétiques. « Les enjeux de géopolitique jouent à peine un rôle ici, et il n'y a pas ces réflexes conditionnés de la guerre froide qui voient l'Est comme hostile », décrypte Robert Briest, correspondant du journal local Mitteldeutsche Zeitung. « La Russie était vue comme un pays protecteur, amical, même si c'est une reconstruction de la mémoire parce que les soldats soviétiques ne sont jamais de leur caserne. Mais ici, on s'insurge par exemple de la différence de traitement entre Navahy et Assange par les médias et le gouvernement. »

Dans un dernier sondage Civey pour l'hebdomadaire Focus, en prévision de la prochaine élection au mois de juin dans le Land de Saxe-Anhalt, l'AD réalise une percée dans les intentions de vote à 29,6 %. S'y ajoutent les 15 % pour Die Linke, ce qui donne, extrême droite et extrême gauche confondues, presque un électeur sur deux dans le camp des Putin-Versteher, ceux qui « comprennent » le maître du Kremlin.

Une quatrième source d'alimentation en gaz devrait approvisionner d'ici à quelques années Leuna avec la prolongation jusqu'en Saxe-Anhalt des deux tubes de Nord Stream 2. Le chef de la zone industrielle, le Dr Günther, évoque « un besoin existentiel » de compenser par le gaz aux prix compétitifs, l'arrêt de l'énergie nucléaire, prévu l'an prochain, et la diminution progressive de la production de charbon, dont la fin est fixée en 2038. Claudia Kemfert, experte à l'institut économique DIW, conteste que le gaz puisse être une technologie de transition. « Si nous voulons remplir les objectifs de l'accord de Paris, assure-t-elle, il faut diviser par deux notre consommation de gaz, pas l'augmenter. »

Le projet de rattachement à Nord Stream 2 reste suspendu à l'achèvement des travaux, remis en question par le chargé de la coordination du travail transatlantique. Le député CDU Peter Beyer, dans une interview à l'hebdomadaire Wirtschaftswoche, préconise « un moratoire ». Ce projet, dit-il, représente « un obstacle à prendre au sérieux pour un nouveau départ des relations avec les USA. La souveraineté européenne ne doit pas être comprise comme une forteresse Europe (...) isolée des États-Unis ».

Une déclaration qui désole Matthias Platzeck, affligé de ce nouveau « point bas dans la relation entre l'Europe et la Russie, actuellement dans sa phase la plus difficile et la plus dangereuse ». L'ancien président de la région du Brandebourg, investi depuis trente ans dans les relations germano-russes, espère encore une issue favorable au projet Nord Stream : « Tout serait mieux que de laisser rouiller au fond de l'eau un investissement qui a déjà coûté 9 milliards d'euros et dont l'arrêt signifierait un éloignement irrémédiable du partenaire russe. » Le directeur du forum germano-russe, en contact régulier avec Jean-Pierre Chevènement, cloue au pilori les Verts, vent debout contre le gazoduc en construction : « Ils sont opposés au gaz issu de la fracturation hydraulique sauf quand il est américain. » La construction d'un terminal de gaz liquéfié censé l'accueillir est en discussion à Brunsbüttel, dans une embouchure de la mer du Nord.

Entre le marteau des sanctions américaines et l'enclume de la diversification de ses sources d'approvisionnements énergétiques, l'Allemagne fêchit le cours de sa politique. À la veille du sommet de Bruxelles, et face également à l'hostilité sur ce projet de la France et de la Pologne, Berlin manœuvre pour trouver une issue à cet imbroglio économico-diplomatique. ■



de la Russie dès son arrivée au pouvoir

être informé du drame. Les oligarques qui ont compris qu'il ne sera pas le président docile qu'ils escomptaient se servent de leurs canaux médiatiques pour essayer de le discréditer, notamment auprès des familles des marins disparus.

Poutine prend alors une troisième décision clé : il se débarrasse d'un certain nombre d'oligarques - Vladimir Goussinski et Boris Berezovskii... et reprend aussi le contrôle, via Gazprom, de leurs actifs dans les médias en créant la Gazprom Media Holding. Soit trente-huit chaînes de télévision, dix stations de radio, trois sociétés internet. La holding est également présente dans les domaines de l'édition, du marketing et de la publicité. Elle est aussi influente auprès des chaînes publiques pro-Kremlin Russie 1, Russie 2 et Kultura. Une galaxie au sein de laquelle certains, comme la Radio Echo de Moscou, peuvent même afficher un semblant d'indépendance... Avec Gazprom, qui lui permet une mainmise sur les médias, le Kremlin dispose d'un puissant outil de « soft power ».

Au tournant des années 2000, survient un événement clé dont dé-

coule en partie le paysage énergétique à l'est de l'Europe. Vladimir Poutine s'entretient avec le chancelier Gerhard Schröder pour lui demander de l'aider à régler le « problème » de l'Ukraine par lequel transite tout le gaz russe vers l'Europe. Après sa retraite politique, en 2005, l'ex-chancelier sera nommé à la tête du consortium chargé de la construction du gazoduc Nord Stream, dont le premier partenaire est la société russe Gazprom. L'Ukraine, qui dépend alors à 80 % de la Russie pour ses approvisionnements gaziers, sera centrale pour la diplomatie énergétique de Poutine.

Système opaque

Le président russe demande au chancelier allemand son appui pour monter un consortium gazier - avec Ruhrgas, numéro un du gaz allemand - pour s'assurer le contrôle et la maintenance des gazoducs ukrainiens. « Pour Poutine, l'enjeu principal est d'instrumentaliser les Allemands pour mettre au pas les Ukrainiens », affirme Marc-Antoine Eyl Mazzeza. Schröder n'est pas dupe mais laisse faire. Habilement, Kouchma, lui, fait voter par le Par-

lement ukrainien des mesures qui rendent le projet impossible. « Ce jour-là Kouchma a gagné quinze ans de répit - c'est le temps que les Russes mettront pour construire alternative qui réduise sensiblement les volumes en transit par l'Ukraine », estime l'expert de l'Ifrri. C'est à partir de là que Poutine sortira son « plan B » qui inclut la construction d'un gazoduc à travers la mer Baltique avec les Allemands pour contourner l'Ukraine. Entretiens, des crises gazières, parfois longues et chaotiques, comme celle de 2009 qui met en lumière tout un système opaque autour de Gazprom, tendent à l'extrême les relations russo-ukrainiennes qui s'enflamment en 2014. « Poutine aura été, entre 2005 et 2014, le grand instigateur des politiques européennes de l'énergie en réaction à la stratégie du Kremlin », souligne Marc-Antoine Eyl-Mazzeza. « Mais, ajoute l'expert, il aura échoué à transformer le monopole qu'avait Gazprom dans un grand nombre de pays européens en influence russe réelle et durable, - au-delà des avantages de court terme -, en provoquant de la concurrence et de l'intégration des marchés. » ■